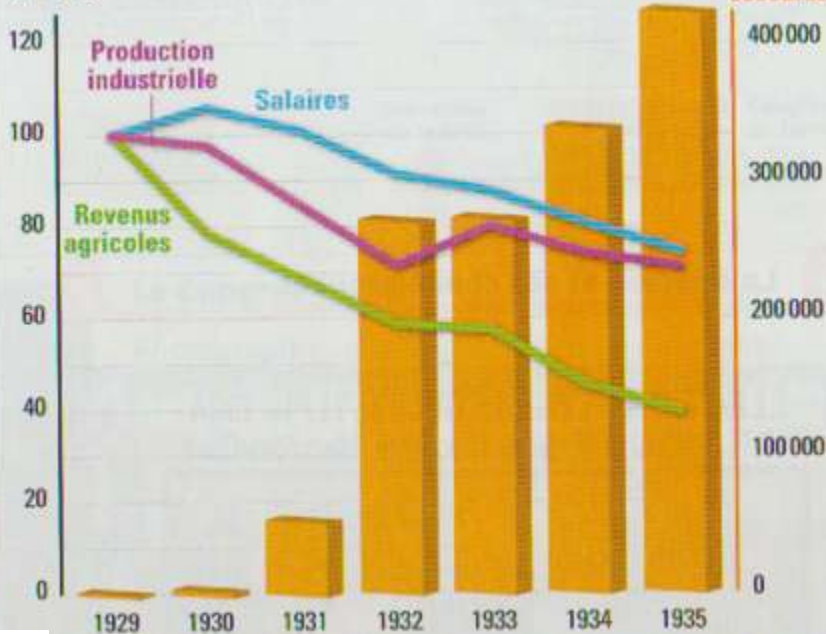


Indice 100
en 1929

Nombre officiel
de chômeurs
secourus



La crise économique et sociale

Devant une Soupe populaire à Paris au début des années 1930

Très peu indemnisés ou pas du tout, les chômeurs ont recours à des associations de charité qui distribuent des repas gratuits ou à très bas prix, comme la « Soupe populaire ».





En 17 ANS, le Parlement français
a renversé **30 ministères**

(la durée moyenne d'un ministère est de six mois).

FRANÇAIS!

un pareil régime ne peut pas durer,

il aggrave la crise dont nous souffrons tous,
il nous diminue aux yeux de l'étranger.

EXIGEZ

la réforme de la Constitution.

Le Gouvernement doit pouvoir dissoudre
la Chambre et consulter le pays.

M.H.C.

Un appel à manifester le 6 février 1934

- 1 « Daladier* vous mène comme un troupeau de foire aux Blum, aux Kaiserstein, aux Schweinkopf et autres Zyromski, dont le nom bien français est tout un programme. Voilà nos maîtres, les patriotes!
- 5 Voilà la dictature qui t'attend, peuple de France! Ton parlement est pourri. Tes politiciens compromis. Ton pays livré à la boue des scandales**. Ta sécurité menacée.
- 6 La guerre civile grogne. La guerre tout court rôde. Paysan, la ruine te menace [...]. Ouvriers, intellectuels, votre situation est assaillie par les étrangers. Petits rentiers, petits fonctionnaires, petits commerçants, votre pain quotidien est menacé.
- 5 Ni les uns, ni les autres n'êtes plus chez vous. La France aux Français! »

D'après un appel de la ligue Solidarité française, 5 février 1934.

* Chef du gouvernement en 1934.

** Allusion à des scandales financiers mettant en cause des hommes politiques.



Le 6 février 1934. La manifestation dégénère sur la place de la Concorde, face à la Chambre des députés. 16 manifestants et un policier sont tués et on compte plus de 2 000 blessés.

Affiche anonyme, fin 1934.

Ligues : organisations d'extrême-droite aspirant à un pouvoir autoritaire. Elles sont antiparlementaires, antisémites et xénophobes.



La mobilisation populaire contre les ligues

Le 14 juillet 1935, les partis de gauche organisent une manifestation à Paris.

Couverture de la brochure souvenir 14 juillet 1935.

Le programme du Front populaire

Les partis¹ et organisations groupant des millions d'êtres humains, qui ont juré de rester unis, aux termes du serment « pour défendre les libertés démocratiques, pour donner du pain aux travailleurs, du travail à la jeunesse, et au monde la grande paix humaine », ont cherché ensemble les moyens pratiques d'une action commune, immédiate et continue. [...]

C'est ainsi que dans l'ordre politique, il définit les mesures indispensables pour assurer le respect de la souveraineté nationale exprimée par le suffrage universel et pour garantir les libertés essentielles (liberté d'opinion et d'expression, libertés syndicales, liberté de conscience et laïcité) [...] et que, dans l'ordre économique et financier, il s'attache à lutter, dans l'intérêt des masses laborieuses et épargnantes², contre la crise [...].

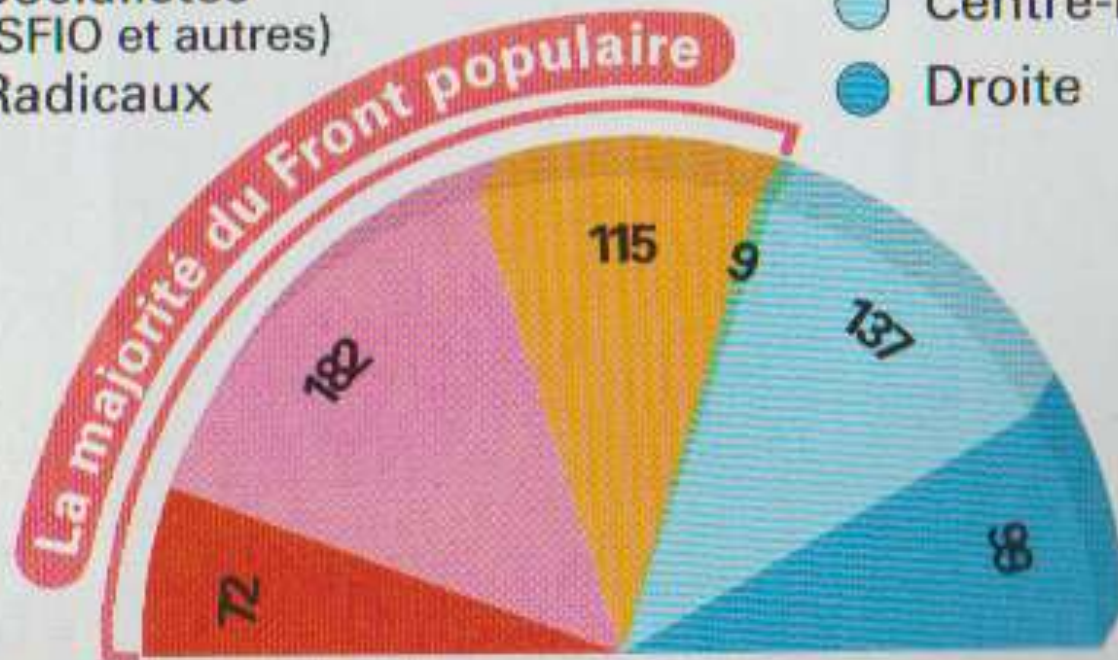
■ Programme du Rassemblement populaire pour les élections législatives de 1936, janvier 1936.

1. SFIO, parti radical et parti communiste.

2. Ouvriers, employés, petits propriétaires.

- Communistes
- Socialistes (SFIO et autres)
- Radicaux

- Divers-Droite
- Centre-Droit
- Droite



2 La victoire du Front populaire

La Chambre des députés après les élections de 1936.



**Léon Blum
(1872-1950)**

► Dirigeant français du parti socialiste (SFIO), il organise le rassemblement des partis de gauche dans le Front populaire.

► Après la victoire aux élections de mai 1936, il prend la tête du gouvernement.



**Des grèves de soutien
au Front populaire**

Grève à la Compagnie internationale
des wagons-lits, Saint-Ouen, juin 1936.

Après sa victoire aux élections législatives de juin 1936, le Front populaire prend des mesures sociales.

• **Accords de Matignon du 7 juin 1936**

« **Article 3.** L'observation des lois s'imposant à tous les citoyens, les employeurs reconnaissent la liberté d'opinion, ainsi que le droit pour les travailleurs d'adhérer librement et d'appartenir à un syndicat. [...] Les employeurs s'engagent à ne pas prendre en considération le fait d'appartenir ou de ne pas appartenir à un syndicat pour arrêter leurs décisions en ce qui concerne l'embauche, la conduite ou la répartition du travail, les mesures de discipline ou de congédiement¹.

Article 4. Les salaires réels [seront] rajustés suivant une échelle décroissante commençant à 15 % pour les salaires les moins élevés pour arriver à 7 % pour les salaires les plus élevés.

Article 5. Dans chaque établissement comprenant plus de dix ouvriers, [...] il sera institué deux ou plusieurs délégués ouvriers selon l'importance de l'établissement. Ces délégués ont qualité pour présenter à la direction les réclamations individuelles [...] visant l'application des lois, décrets, règlements du Code du travail, des tarifs de salaires, et des mesures d'hygiène et de sécurité.

Article 6. La délégation patronale s'engage à ce qu'il ne soit prise aucune sanction pour faits de grève. »

¹. licenciement.

• **Loi du 21 juin 1936**

« **Article 6.** Dans les établissements industriels, commerciaux ou artisanaux la durée du travail ne peut excéder quarante heures par semaine. »

• **Loi du 26 juin 1936**

« **Article 54 f.** Tout ouvrier ou employé [...] a droit [...] à un congé annuel continu payé d'une durée minimum de quinze jours. »



«L'expérience Blum prendra fin un jour, misérablement ou tragiquement. C'est l'occasion qu'attend le parti communiste pour proclamer la grève générale et tenter d'instaurer sa dictature et son cortège d'horreurs et d'ignominies comme hier en Russie [...], comme aujourd'hui en Espagne où les élections du Front populaire ont abouti à une catastrophe sanglante. Le péril est le même chez nous. Français de toutes opinions : ayez le courage de regarder les événements qui se préparent. C'est à cette seule condition que vous sauverez votre maison, votre champ, votre fortune petite ou grande, votre travail, votre liberté, votre vie.»

Appel lancé par 300 journaux républicains nationaux de Paris et de province, le 16 octobre 1936.

LES SALOPARDS EN VACANCES



- Vous ne pensiez pas que j'allais me tremper dans la même eau que ces bolcheviks !

Caricature de Polferjac,
parue dans *Le Canard enchaîné*
le 12 août 1936

Une critique du Front populaire

**VOILA
CE QUE LE FRONT POPULAIRE
A APPORTÉ A LA FRANCE**



▲ Affiche d'une organisation politique de droite, 1937.

Le traité de Versailles (1919)

Préambule

Création de la Société des Nations

Article 10 : ... Il est déclaré que la Société doit prendre les mesures pour assurer la paix des nations.

Traité avec l'Allemagne

Article 42 : Il est interdit à l'Allemagne de maintenir ou de construire des fortifications sur la rive gauche du Rhin et sur la rive droite sur 50 km.

Article 43 : Sont également interdits dans cette zone, l'entretien ou le rassemblement de forces armées...

Article 51 : Les territoires cédés à l'Allemagne par le traité de Francfort du 1^{er} mai 1871 sont réintégrés dans la souveraineté française.

Article 87 : L'Allemagne reconnaît l'indépendance de la Pologne et renonce à tous droits sur les territoires à elle attribués.

Article 119 : L'Allemagne renonce en faveur des principales puissances alliées à ses droits sur ses possessions outre mer.

Article 160 : L'armée allemande ne pourra dépasser 100 000 hommes.

Article 171 : La fabrication de tanks lui est interdite.

Article 198 : Les forces militaires ne devront comprendre aucune aviation.

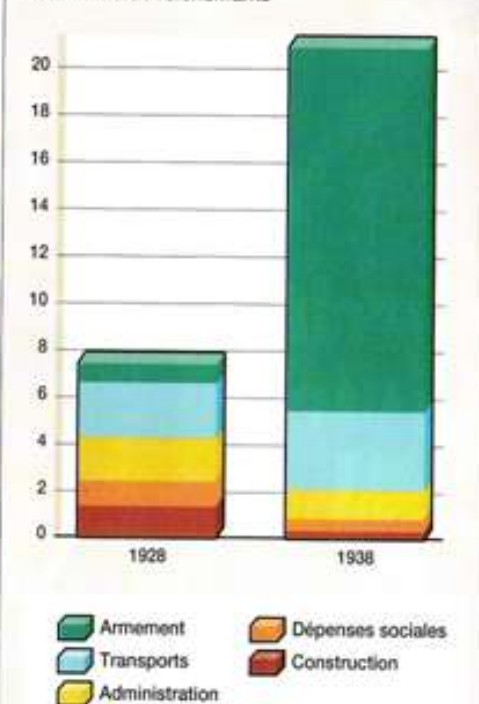
Article 231 : L'Allemagne reconnaît qu'elle et ses alliés sont responsables... de tous les dommages subis par les gouvernements alliés en conséquence de la guerre qui leur a été imposée par l'agression de l'Allemagne et de ses alliés.

Article 232 : Les gouvernements alliés exigent que soient réparés tous les dommages causés à la population civile des alliés et à ses biens.

Article 428 : Les territoires allemands situés à l'ouest du Rhin seront occupés par les troupes des puissances alliées pendant une période de 15 années. »

Extraits de quelques-uns des 440 articles du traité de Versailles.

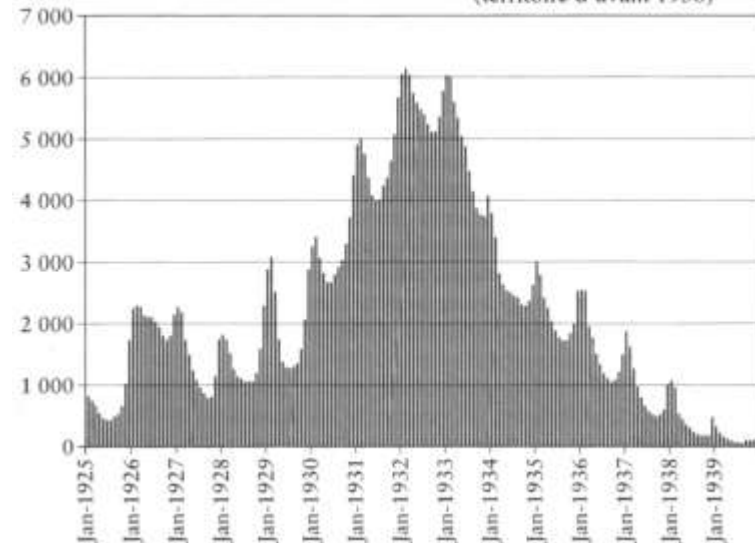
En milliards de reichsmarks



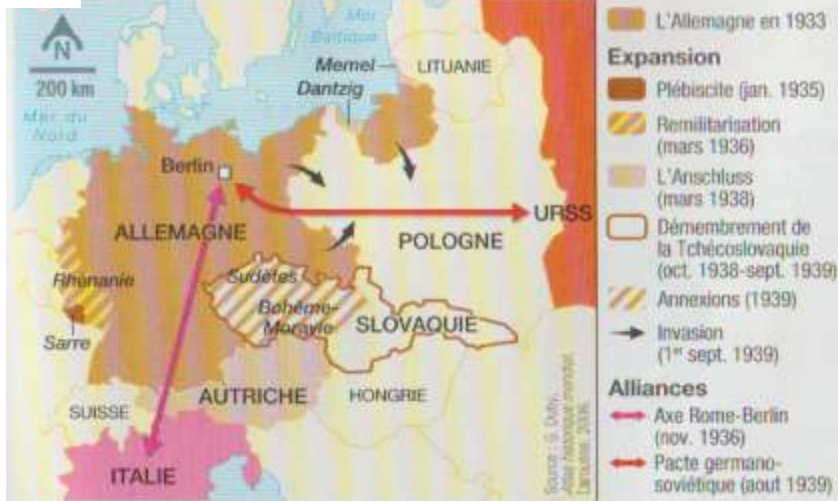
Les dépenses publiques entre 1928 et 1938.

De 1933 à 1934, les dépenses d'armement de l'Allemagne sont multipliées par 6. Puis elles augmentent régulièrement jusqu'en 1939, passant de 0,9 milliard de marks à 38,6 milliards de marks.

Le chômage en Allemagne, en milliers (territoire d'avant 1938)



L'expansion et les alliances de l'Allemagne



Benito Mussolini (1883-1945)
Dictateur italien, il prend le pouvoir à Rome par un coup d'État en 1922 et impose un régime totalitaire. Il est l'allié principal d'Hitler.



Francisco Franco (1892-1975)
Général espagnol et chef des nationalistes durant la guerre civile, il combat les républicains. Vainqueur, il impose une dictature en 1939.

Avec le Japon :
pacte anti-Komintern
(1936)



Avec l'Espagne :
aide militaire
(1936)



Avec l'Italie :
axe (1936) puis
pacte d'Acier (1939)



Avec l'URSS :
pacte germano-soviétique
(1939)



▲ Affiche japonaise, 1938.

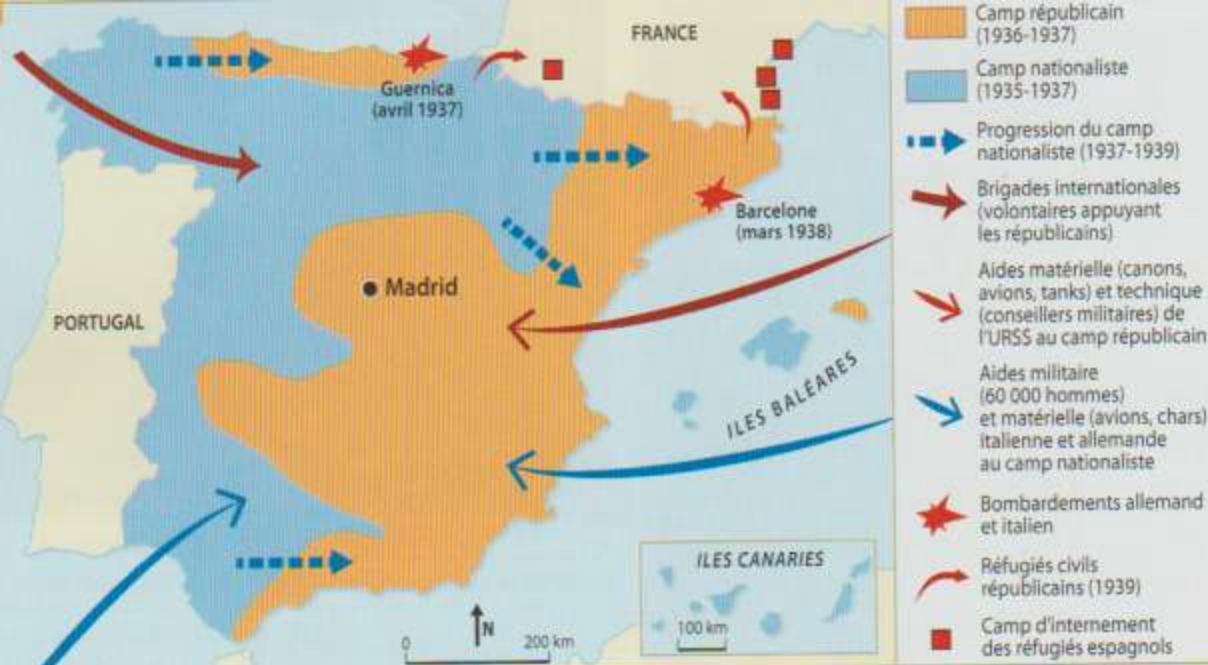


▲ *Guernica*, tableau de Picasso, 1937, après les bombardements allemands (1937).



▲ Caricature d'Hitler et Staline, 1939.





Ci-dessus, prisonniers républicains aux mains des nationalistes ; ci-dessous, nationalistes faits prisonniers par des républicains. Dans les deux cas, les prisonniers étaient presque systématiquement fusillés.



La non-intervention : la politique visant à empêcher l'intervention militaire ou la livraison d'armes de puissances étrangères en direction de l'Espagne.

La position française et britannique

Anthony Eden, ministre des Affaires étrangères britannique, explique la politique de non-intervention en Espagne décidée avec la France :

« Notre but n'a pas été d'aider un camp plutôt qu'un autre, mais d'éviter que la guerre civile ne passe les frontières de l'Espagne et n'implique l'ensemble de l'Europe dans son sillage. [...] Le

vrai problème est que cette lutte ne concerne pas l'Espagne. L'Espagne est devenue un pion dans le jeu de la politique des puissances, et c'est sans doute une des raisons de notre décision en faveur de la non-intervention. »

Discours à la Chambre des communes,
29 octobre 1936.



1 Les quatre partenaires de la conférence de Munich

De gauche à droite : le Premier ministre Chamberlain (Grande-Bretagne), le président du Conseil Daladier (France), le Chancelier Hitler (Allemagne), le « Duce » Mussolini (Italie).



Conférence de Munich

Photographie reproduite dans *Paris Soir* du 1^{er} octobre 1938 avec la légende : « À 1h40 du matin, M Daladier appose sa signature au bas du protocole de la Conférence de Munich. » Souriant, Hermann Göring (à gauche), Hitler (à droite).

Ph. Otto Vaneh Coll. Archives Larousse

LE TEMPS PROBABLE

50 C

LA RÉDACTION DU FIGARO, 27, RUE DE LA HARPE, PARIS 6^e

TÉLÉPHONE : 617.22.00 21 A 24 30

LE FIGARO

La Gauche

VENDREDI 30 SEPTEMBRE 1938

N° 272 112^e Année

Tarif des abonnements, Page 2

LE BAROMÈTRE BOURSIER

Munich et après

LA PAIX EST SAUVÉE

L'ACCORD DE MUNICH A ÉTÉ SIGNÉ CE MATIN A 1 HEURE 35

Occupation progressive du 1^{er} au 10 Octobre ;
 Une commission internationale fixera les localités où auront lieu les plébiscites et délimitera ensuite les frontières ;
 Garantie immédiate de la France et de l'Angleterre, garantie allemande et italienne quand les revendications polonaises et hongroises auront été satisfaites.

M. Mussolini a quitté Munich dans la nuit
 M. Daladier part ce matin à 10 heures

MM. CHAMBERLAIN ET DALADIER

4 Les réactions politiques aux accords de Munich

Les accords de Munich sont largement commentés et discutés dans les mois qui suivent, les Français ont des avis divergents. Léon Blum, ancien président du Conseil du Front populaire, y avait réagi en déclarant : « Je suis partagé entre un lâche soulagement et la honte. »

Le pays s'est partagé à propos de Munich, et ce désaccord est un des plus profonds qui ait divisé l'esprit public¹ en France depuis l'affaire Dreyfus. Ses conséquences ont été plus graves et plus durables : la référence à Munich demeure présente aujourd'hui : [...] on se dira antimunichois, l'appellation de munichois restant infamante². [...] Il est plusieurs façons d'approuver les accords comme de les condamner. Certains sont munichois par principe : la guerre étant le mal suprême, tout accord lui est préférable. [...] Beaucoup plus nombreux sont ceux qui se sont réjouis de la signature des accords ou s'y sont résignés parce qu'ils croyaient

Hitler sincère quand il affirmait n'avoir plus d'autre revendication territoriale, ou parce qu'ils jugeaient l'enjeu d'un éventuel conflit peu justifié, ou encore parce que la France n'était pas prête.

Le camp des antimunichois était tout aussi disparate. Il associait des patriotes [...], des citoyens attachant du prix à l'honneur de la France, qui se sentaient humiliés par l'abandon de la Tchécoslovaquie, des militaires consternés que la France ait perdu une alliée [...]. Il englobait aussi des antifascistes qui enrageaient de voir les démocraties toujours céder aux régimes fascistes qui progressaient sur tous les fronts, en Autriche, en Espagne, en Tchécoslovaquie.

René Rémond, Jean-François Sirinelli, *Notre siècle (1918-1988)*, Fayard, 2003.

1. Opinion publique.

2. Insultante.

5 Le démantèlement de la Tchécoslovaquie

En mars 1939, Hitler annexe toute la partie ouest de la Tchécoslovaquie (les régions de Bohême et de Moravie). Il ne respecte pas les accords de Munich et s'entend avec la Hongrie qui obtient une partie du territoire slovaque. La Slovaquie reste en théorie indépendante mais passe en réalité sous influence allemande. Winston Churchill déclare alors : « L'Angleterre avait le choix entre le déshonneur et la guerre. Elle a choisi le déshonneur et elle aura la guerre. »

